



BULLETIN HEBDOMADAIRE NO. 114 / 7 JUIN 88

GUERRE OU PAIX AU NICARAGUA: UNE COURSE CONTRE LA MONTRE

Au moment où le gouvernement nicaraguayen et la direction de la Contra se rencontrent pour la quatrième fois à Managua, les observateurs pensent que la réunion n'aura aucun résultat. Pendant ce temps, la fraction fidèle à Bermudez a repris ses activités sur le territoire nicaraguayen, et l'armée hondurienne semble prête à jouer un rôle dans le conflit.

BILAN DES VICTIMES DE LA CONTRA ENTRE 1980 ET 1987 .

La présidente de la Commission des droits de l'homme du Nicaragua (CNPPDH) a présenté devant la dixième assemblée de la Commission des droits de l'homme d'Amérique centrale un bilan des victimes de la Contra depuis 1980. Il y a plus de morts parmi les civils que parmi les militaires.

LES ENFANTS DANS LA GUERRE

L'agression a des conséquences dramatiques pour l'enfance nicaraguayenne: assassinats et mutilations, mais aussi dénutrition, restrictions, peur, problèmes scolaires et psychologiques.

LES PROBLEMES DE L'ELEVAGE BOVIN AU NICARAGUA .

De multiples problèmes dont les causes remontent à l'époque du somozisme, aggravés du fait de la guerre et de la crise économique, ont considérablement détérioré la situation du cheptel bovin au Nicaragua. Les spécialistes de divers secteurs proposent des solutions pour rompre la tendance d'appauvrissement du troupeau national.

COMMISSION NATIONALE DU COTON: CONCERTATION ET ECONOMIE MIXTE .

Pour l'Etat, les producteurs et les travailleurs de la campagne, la création de la commission nationale du coton (CONAL) représente un effort pour "regrouper les intérêts" de la nation autour de la production.

LES FESTIVITES DU NEUVIEME ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION S'ANNONCENT DIFFERENTES .

Alors que le pays entier s'apprête à célébrer le neuvième anniversaire de la révolution populaire sandiniste, dans la région centrale de Boaco/Chontales, siège des réjouissances, l'activité est intense après la constitution d'un comité organisateur composé de citoyens de diverses tendances. Cette année, c'est à la population que revient la tâche d'organiser la fête.

AINSI FONT, FONT, FONT LES PETITES MARIONNETTES ...

Les membres du théâtre de marionnettes "Guachipilin" ne veulent pas se cantonner dans un rôle d'amuseur public. Tout en divertissant les enfants, ils les éduquent et leur enseignent à créer leur propre théâtre.

LE SALVADOR : LE VOLCAN CENTRAMERICAIN EN ERUPTION .

Alors que la démocratie-chrétienne laisse un pays en proie à une grave crise économique, l'extrême-droite salvadorienne, qui a gagné les élections, s'apprête à mener une politique encore plus dure.

EN BREF :

- DEUX SOLDATS HONDURIENS EN MISSION D'ESPIONNAGE CAPTURES SUR LE TERRITOIRE NICARAGUAYEN
- LE GOUVERNEMENT NICARAGUAYEN EXIGE LA LIBERATION DES SEQUESTRES

Le prochain numéro sera publié dans deux semaines.

40 P 11481

GUERRE DU PAIX AU NICARAGUA ? UNE COURSE CONTRE LA MONTRE

par Sergio Ferrari et Xavier Reyes

Managua, juin (ANN). Au moment où s'ouvre la quatrième série de conversations entre le gouvernement sandiniste et le directoire de la Contra, la question que tout le monde se pose est la suivante: est-il possible que les deux parties arrivent à un accord sur un cessez-le-feu définitif qui est la raison d'être de ce dialogue ?

Depuis Esquipulas et jusqu'à aujourd'hui, en passant par Sapoá, la position du gouvernement nicaraguayen n'a pas varié substantiellement. Au contraire, réitérant sa volonté de trouver une solution négociée à l'affrontement avec la Contra, il a même fait preuve de souplesse en faisant de nouvelles concessions sur certains points importants. Les six membres de la direction de la Contra, quant à eux, n'ont réussi à montrer, lors des précédentes conversations, que leurs divisions internes: l'ex-colonel somoziste Bermudez qui a réussi à faire prévaloir son attitude intransigeante, a du même coup réduit Calero à l'impuissance, ce dernier représentant le projet "civil" du sous-secrétaire d'Etat Elliot Abrams. Alfredo Cesar, quant à lui, a pu difficilement faire croire à l'unité du directoire de la Contra qu'il avait tant proclamée lors du rendez-vous des 26, 27 et 28 mai dernier et en a été réduit à débiter les slogans de Bermudez. Aristides Sanchez, inconditionnel de Bermudez et, des six membres du directoire, celui qui a le moins d'avenir politique au Nicaragua, s'est empressé de sonner le glas de Sapoá. Pedro Joaquin Chamorro Barrios a fait publiquement part de son intention d'abandonner le directoire pour faire carrière dans le journalisme aux Etats-Unis. Il avait même confirmé qu'il attendait la prochaine assemblée de la Résistance nicaraguayenne - ce devait être le 13 mai dernier - pour donner sa démission. Azucena Ferrey, qui ne sait pas trop sur quel pied danser, se contente d'être une compar-se exprimant les incertitudes et les conflits internes du directoire contra.

Au cours des dernières semaines de mai, de nouvelles informations militaires provenant de la région de Matagalpa, à 180 kilomètres de Managua, apportaient trois indices quant à la situation de la contre-révolution dans le nord du pays. Tout d'abord, quelque 400 Contras "oxygénés" et bien équipés grâce à l'aide de l'AID qui leur est parvenue au Honduras faisaient une nouvelle rentrée au Nicaragua, certains s'installant sur les rives du fleuve Tuma et d'autres poursuivant leur marche jusqu'à la région de Boaco/Chontales - au centre du pays -, l'autre point chaud. Ensuite, les nouveaux arrivants relançaient les activités militaires contre la population civile rééditant leur guerre psychologique et de propagande. Enfin, les forces loyales à Bermudez recommençaient à employer le moyen de la "terreur" afin de résoudre leurs contradictions internes. A Wilmas, au nord de Mulukuku (région de Matagalpa) 50 combattants du commando ré-

gional "Santiago Meza" ont assassiné plusieurs de leurs compagnons d'armes qui avaient manifesté leur intention d'accepter l'amnistie. Pour l'exemple, selon des paysans, "ils ont coupé la tête à trois d'entre eux et ont jeté leurs corps dans la rivière Iyas".

Un autre fait important s'est produit début juin: deux soldats honduriens qui accomplissaient une mission d'espionnage sur le territoire nicaraguayen ont été capturés et l'on a découvert que l'un d'eux est en fait un Contra nicaraguayen porteur de papiers de l'armée hondurienne. Ce n'est qu'une confirmation de la complicité du gouvernement du Honduras avec la Contra, mais, comme l'a dit Humberto Ortega, il pourrait s'agir d'une relance de l'offensive des Etats-Unis impliquant d'une manière plus directe l'armée hondurienne.

Par ailleurs, le "Miami Herald" a publié récemment une analyse selon laquelle "Reagan veut prolonger l'agonie de la Contra" et, renonçant à son rêve des années 83/84 de constituer une armée de 30'000 hommes, se contenterait désormais d'une force de 2 à 4'000 combattants qui serait un élément de pression.

Au Nicaragua, dans l'attente du retour de leurs chefs dissidents qui ont accepté l'amnistie offerte par le gouvernement ("Toño", "Fernando" et "Rigoberto"), une autre fraction de la Contra, encore plus nombreuse, continue de respecter le cessez-le-feu que le gouvernement sandiniste, une fois écoulés les 60 jours décrétés à Sapoá, a décidé de prolonger unilatéralement de 30 jours. En effet, ces chefs contras ont annoncé qu'ils retournaient chercher leurs troupes dans la montagne afin de les faire bénéficier également de l'amnistie.

Pendant ce temps, telle une épée de Damocles brandie par les faucons de Washington, les provocations orchestrées par les Etats-Unis pour entraîner des incidents de frontière préfabriqués entre le Honduras et le Nicaragua ont pour objet d'obliger les Sandinistes à faire un faux pas qui interrompe le cours des négociations. Cependant, la situation en Amérique centrale est de plus en plus explosive: au Guatemala, les secteurs putschistes ont refait surface. Au Salvador, la maladie incurable du président Napoleon Duarte a créé un vide du pouvoir que les extrémistes de droite tentent d'occuper. Au Honduras, le fait que les militaires sont vendus à l'ambassade des Etats-Unis est de plus en plus évident, ainsi que l'échec de la tactique des Etats-Unis contre le Panama.

Serait-ce la fin de l'ère Reagan pour l'Amérique centrale? Assiste-t-on à une lutte pour passer le flambeau de la guerre à la prochaine administration? L'avenir le dira.

Cependant, à la lumière de tous ces éléments, les conversations qui se déroulent en ce moment-même entre le gouvernement et la direction de la Contra à Managua semblent avoir peu de chances d'aboutir. En effet, l'axe

Contra/Etats-Unis/alliés régionaux n'a aucun intérêt à ce que la direction signe un quelconque document, car cela signifierait, en termes politiques, l'acte de décès de la Contra dont les forces s'affaiblissent rapidement sur le plan militaire.

BILAN DES VICTIMES DE LA CONTRA ENTRE 1980 ET 1987

SERVICE SPECIAL "EL NUEVO DIARIO" / ANN

San José, (ANN). Selon la Commission nationale de promotion et de protection des droits de l'homme du Nicaragua (CNPPDH), 11'688 civils ont été directement victimes de la Contra entre 1980 et 1987. Ce bilan a été exposé par Vilma Nuñez, présidente de la CNPPDH, à la dixième assemblée générale de la Commission des droits de l'homme d'Amérique centrale (CODEHUCA) dont les travaux se sont ouverts le 29 mai à San José (Costa Rica).

Vilma Nuñez, qui a signalé que la Contra, n'ayant pas cessé ses attaques indiscriminées contre la population, a violé les accords d'Esquipulas II, a présenté les statistiques établies par son organisation. Paysans, étudiants et ouvriers sont les plus touchés comme le montre le tableau ci-dessous.

VICTIMES CIVILES DE LA CONTRA PAR PROFESSION (chiffres de la CNPPDH)

profession	morts	blessés	séquestrés	total
paysans	2'261	1'599	5'552	9'412
étudiants	630	30	44	704
ouvriers	292	89	204	585
techniciens	141	50	51	242
enseignants	126	23	49	198
conducteurs	65	59	29	153
cadres	38	18	15	71
membres du FSLN	40	12	12	64
médecins	25	18	17	60
infirmières	9	7	17	33
dirigeants des organisations				
de masse	12	14	7	33
non spécifié	77	48	19	144
total	3'716	1'967	6'005	11'699

Par ailleurs, si l'on examine le bilan comparatif des victimes civiles et militaires, on voit clairement qu'il y a plus de morts parmi la population civile que parmi les troupes de l'armée et du ministère de l'intérieur qui affrontent la Contra en combat.

Tableau comparatif des victimes civiles et militaires (chiffres de la CNPPDH) :

	morts	blessés	séquestrés	total
civils	3'716	1'967	6'005	11'688
militaires	2'897	8'206	1'032	12'135
total	6'613	10'173	7'037	23'823

LES MÉTHODES DE LA CONTRA

Dans son intervention, Vilma Nuñez a signalé: "La conclusion est évidente: il y a moins de risques dans les zones de guerre pour un militaire que pour un civil qui y vit ou s'y déplace". De plus, les méthodes de la Contra ne sont pas typiquement militaires, mais sont plutôt des actes terroristes: attaques de coopératives, embuscades tendues aux véhicules civils, utilisation de mines anti-chars contre des transports collectifs civils, enlèvements individuels ou massifs, viols de femmes et exécutions sommaires de civils sans armes, de blessés. "Notre commission, pour la seule année 1987, a eu connaissance de 137 cas de violations des droits fondamentaux par les méthodes mentionnées plus haut, qui ont fait un bilan de 240 morts, 324 blessés, 210 séquestrés et 38 exécutions sommaires parmi lesquelles celle d'un adolescent de 15 ans. Les cas qui ont fait l'objet de recherches de notre part ont été également constatés par le mouvement "Action chrétienne permanente pour la paix (witness for peace) qui a enquêté sur plus de 40 violations commises par la Contra.

Parmi celles-ci figure l'attaque de la coopérative de Matayagual, située à 30 km au nord de Juigalpa (département de Chontales). La Contra y a capturé une adolescente de 14 ans, blessée aux jambes par l'explosion d'une grenade. Le groupe de contre-révolutionnaires l'a violée, puis l'a torturée, lui coupant les seins et les jambes.

Son corps a été retrouvé le lendemain: elle avait été égorgée et son visage portait les marques de multiples coups de couteau". Lors de la même attaque, un ouvrier de la construction a également été mutilé par la Contra.

VIOLATION DES ACCORDS DE SAPOA

Dans une entrevue accordée au "Nuevo Diario", la présidente de la CNPPDH a affirmé que la Contra a violé les accords de Sapoá signés le 23 mars entre le gouvernement nicaraguayen et la direction de la contre-révolution. Entre autres cas, le 5 avril, à "La Chiclera" (au nord de Jinotega) les contras ont tendu une embuscade et enlevé deux civils. Le 16 avril, un groupe a attaqué la chapelle de Cerro Colorado (près de Matagalpa), tuant un homme et un enfant d'un an et blessant une femme et deux petites filles. Le 17 avril, un paysan a été enlevé

alors qu'il assistait à une messe dans le village de "El Rosario" (Atlantique Nord). Son corps a été retrouvé éborgé. Un prêtre italien, Ubaldo Gervasoni, qui avait été témoin de l'enlèvement et avait dénoncé les actes terroristes des forces irrégulières, a été enlevé le 19 avril. Libéré le lendemain, il a reçu des menaces de la Contra s'il continuait à faire son travail pastoral.

LES ENFANTS DANS LA GUERRE

par Xavier Reyes.

Managua, (ANN). Le Nicaragua, avec 1,6 million d'enfants pour une population de 3,6 millions, a un grand potentiel de "richesse" pour l'avenir. Selon l'Institut nicaraguayen de la statistique, 1,2 million d'entre eux ont moins de 10 ans: c'est dire que la terre de la révolution est fertile et toute neuve.

Navigant à contre-courant, le gouvernement sandiniste a obtenu des résultats en matière de santé que peu d'Etats latino-américains ont égales. Par exemple, la mortalité infantile est passée de 120 à 60 0/00. Le ministère de la santé a annoncé récemment qu'il prépare une gigantesque campagne de vaccination pour qu'à la fin de 1988 tous les enfants de moins de 6 six ans aient reçu tous leurs vaccins.

D'autres pays d'Amérique latine se sont engagés à atteindre cet objectif en 1990. Ce défi que s'est fixé le Nicaragua reflète les efforts de la société pour effacer des décennies de dictature, de retard et de pillage.

Mais la pire plaie, c'est la guerre. Tous les spécialistes de l'enfance la signalent comme "le principal facteur de risques de la population infantile". Depuis le début de l'agression, plus de 3'000 mineurs ont été assassinés par la Contra et 1'200 ont été blessés ou gravement mutilés. Ils appartiennent au groupe des "victimes directes" de l'agression.

Mais il y a aussi 180'000 enfants qui ont dû fuir leur village et s'installer ailleurs. On compte d'autre part 11'000 orphelins de guerre qui reçoivent une aide de l'Etat pour retrouver un équilibre dans la société. Les perspectives pour ces enfants sont terribles: condamnés à vivre loin de leur communauté, dans des conditions économiques très difficiles, ils souffrent pour la plupart de troubles psychologiques irréversibles.

Selon les psychologues nicaraguayens, d'autres maux, moins directement perceptibles, affectent les enfants qui ne sont pas touchés directement par la guerre: la pauvreté galopante qui atteint des milliers de familles, surtout parmi les paysans, l'absence d'éducation entraînée par la destruction des écoles, les marques que laissent la peur et la violence. Par ailleurs, comme le fait remarquer le

représentant de l'UNICEF au Nicaragua, la dénutrition infantile, autre conséquence de la guerre, est un facteur important de mortalité.

L'exode des campagnes vers les villes s'est accentué ces dernières années, faisant croître les ceintures de misère autour des villes, surtout de Managua. Selon les chiffres de l'Association des enfants sandinistes (ANS), 8'000 enfants sont vendeurs de journaux, de nourriture ou sont cireurs de chaussures, et parmi eux, 32 % ne vont pas à l'école.

Les difficultés économiques et la guerre ont des conséquences néfastes sur la scolarité. Dans les zones rurales, 60 % des élèves du primaire ont un retard scolaire. Ils sont 40 % dans les villes.

Le gouvernement a créé, dès 1979, le centre Andres Valle, destiné à apporter une solution intégrale et non répressive au problème des mineurs qui transgressent la loi. Le traitement de la délinquance a ainsi été radicalement modifié: grâce aux efforts conjugués de différentes institutions, le jeune délinquant reçoit une attention humaine et sociale.

Pourtant, toutes les tentatives pour "investir" dans l'enfance, terrain stratégique de la révolution, se sont heurtées à l'agression dont les enfants sont les principales victimes. C'est pourquoi la récente approbation par le Congrès des Etats-Unis d'une aide de 17 millions de dollars pour les enfants "affectés par la guerre" (voir bulletin no. 106 du 12 avril 1988) a été qualifiée d'hypocrite par les dirigeants de l'ANS. Car ce qu'attendent les Nicaraguayens pour leurs enfants et pour eux-mêmes, c'est que les Etats-Unis cessent leur agression.

LES PROBLEMES DE L'ELEVAGE BOVIN AU NICARAGUA

Managua, mai (ANN). La viande est un produit d'exportation traditionnel au Nicaragua. Le cheptel bovin national a battu son record en 1977 avec un total de 2.7 millions de têtes. Quelques temps après, au moment où la guerre de libération touchait à sa fin, un grand nombre d'éleveurs - pour la plupart propriétaires de grands domaines - se sont consacrés à la contrebande de bétail et de viande. A la fin de l'année 1979, alors que le troupeau du Nicaragua avait diminué de 16,8 %, ceux des pays voisins avaient considérablement augmenté. Cette tendance, tout en s'affaiblissant, s'est maintenue jusqu'en 1983.

EVOLUTION DU CHEPTEL BOVIN AU NICARAGUA, AU HONDURAS ET AU COSTA RICA (1977-1986)

(en milliers de têtes)					
pays	1977	1979	1980	1983	1986
Nicaragua	2'768	2'303	2'072	1'960	1'962
Honduras	1'862	2'234	2'262	2'418	n. d.
Costa Rica	1'920	2'093	2'181	2'380	n. d.

Mais ce n'est pas uniquement la contrebande qui est responsable de la détérioration du troupeau bovin : une mauvaise politique de crédit qui s'est poursuivie depuis l'époque somoziste jusqu'en 1986 a créé une situation de crise dans la production de ce secteur. En effet, alors que 75 % des crédits attribués aux éleveurs étaient destinés à l'embouche (engraissement de jeunes bovins), la production de semence (pour l'insémination) et de bêtes maigres (jeunes bovins) n'en recevaient que 25 %. Outre que la consommation de viande et l'abattage clandestin ont considérablement augmenté au cours des premières années de la révolution, la guerre a énormément aggravé la situation: la Contra s'est consacrée au vol massif de bestiaux, et les paysans, constamment attaqués, ont été obligés d'emmenner leur bétail sur des pâtures de plus en plus réduites, entraînant ainsi une surexploitation des ressources fourragères.

A partir de 1986, le gouvernement a pris des mesures afin de combattre l'abattage clandestin. Il a émis la loi de défense du patrimoine bovin qui a permis une sensible, mais insuffisante, augmentation du bétail. En 1987, un plan destiné à la reconstitution du cheptel national a été mis en oeuvre. Il s'agissait de contrôler et de limiter l'abattage, de diminuer la consommation nationale, d'encourager les petits et moyens producteurs à produire de jeunes bovins, de lutter contre les maladies et les épizooties, d'améliorer l'alimentation des bestiaux pendant la saison sèche, de récupérer et de développer les pâtures.

Cependant, le manque de matériel technique, l'impossibilité de développer les surfaces fourragères - la loi de réforme agraire limite les grandes propriétés - , la sécheresse et les vols de bétail continus et massifs de la Contra, n'ont permis, jusqu'à ce jour, de réaliser que 30 % du plan. En 1986, la région V (les départements de Boaco et Chontales au centre du pays) qui possède le pourcentage le plus élevé du troupeau national, a perdu cinq mille têtes de bétail à cause de la sécheresse et du manque de pâtures. Ces problèmes, joints au vol de bétail, ont entraîné l'appauvrissement et la décapitalisation des producteurs. Pour illustrer l'importance des vols de bétail commis par la Contra, il suffit de faire état de la donnée suivante: au cours des soixante jours qu'a duré le cessez-le-feu entre le gouvernement et la contre-révolution, les bandes contre-révolutionnaires ont volé plus de six mille têtes de bétail dans cette région.

La réforme économique entreprise en février 88 a entraîné un problème supplémentaire: bien que, cette année, l'approvisionnement technique et matériel soit suffisant, la politique de limitation des crédits pour la production de jeunes bovins et leur engraissement empêche que le plan dessiné en 87 soit accompli. Dans la région V, le système financier n'a approuvé que 83 des 400 millions de cordobas que le plan demandait. C'est ainsi qu'afin d'obtenir l'argent nécessaire à l'investissement, les éleveurs vendent prématurément sur le marché intérieur leurs jeunes bovins à des prix inférieurs à leur valeur réelle, entraînant à nouveau une diminution du cheptel. Par ailleurs, le taux de change ne favorise pas l'exportation, elle-même nécessaire pour importer du matériel technique. Ce cercle vicieux touche principalement la production de jeunes bovins, maillon indispensable pour le développement du troupeau national.

Après une analyse profonde de la situation, les spécialistes de divers secteurs - délégués du ministère de l'agriculture (MIDINRA) et de l'Union nationale des agriculteurs et des éleveurs (UNAG) - ont proposé les mesures suivantes: l'allocation de crédits plus élevés, l'encouragement à la production de jeunes bovins, la réalisation de foires aux bestiaux où les producteurs puissent commercialiser génisses, taureaux reproducteurs et vaches en production, l'application de nouvelles mesures pour contrôler l'abattage indiscriminé, la hausse du prix officiel du lait, l'amélioration génétique du cheptel et l'augmentation de la qualité des pâtures.

L'espoir des spécialistes repose sur le plan de développement du bétail approuvé en 1987, qui, d'après eux, pourrait être mené à bien si leurs propositions étaient adoptées.

COMMISSION NATIONALE DU COTON: CONCERTATION ET ECONOMIE MIXTE

Managua, mai (ANN). Pour l'Etat, les producteurs et les travailleurs de la campagne, la création de la Commission nationale du coton (CONAL) représente un effort pour "regrouper les intérêts" de la nation autour de la production.

Le coton est le deuxième produit d'exportation du pays avec 95'235 tonnes de coton brut pendant le cycle productif 1987/1988. Auparavant, "l'or blanc" était au premier rang, mais le café l'a remplacé au cours des années 1983/1984.

Salvador Mayorga, vice-ministre du plan du ministère de l'agriculture et de la réforme agraire, a affirmé que l'objectif principal de la commission nationale du coton est d'obtenir "une plus grande efficacité dans le secteur productif", car en travaillant de concert avec les différents secteurs liés à la production du coton, les confiscations pour cause d'abandon ou de mise en valeur insuffisante des terres pourront être évitées. Pour M. Mayorga, la productivité est une affaire nationale qui concerne tous ceux dont les efforts vont désormais converger au sein de la CONAL. La commission travaillera dans un domaine vital pour les producteurs, les travailleurs et l'Etat : la communication. D'une manière auto-critique, S. Mayorga reconnaît "qu'il n'existait pas auparavant de communication systématique avec les producteurs et la création de cette commission ouvre la possibilité d'une discussion permanente pour résoudre à temps tous les problèmes sans laisser les tensions s'accumuler".

Malgré les divergences d'opinion entre les différents secteurs qui y sont liés, il est clair que la production a revêtu un caractère patriotique. C'est ce qu'explique Edgardo Garcia, secrétaire général de l'association des travailleurs de la campagne : " Dans les conditions actuelles, produire est une décision politique, car nous sommes victimes d'une guerre économique". A ceci, S. Mayorga ajoute que la commission doit être "un lieu où règne la confiance".

De son côté, Roger Gurdian, dirigeant de l'association des producteurs de coton de León, a critiqué la lenteur de la mise en place de la commission nationale, tout en saluant sa création : "Nous espérons qu'elle sera l'instance où les problèmes seront examinés à temps. Nous avons toujours trouvé de la compréhension de la part de l'Etat, mais les solutions arrivaient tard." Il fait allusion, entre autres, à la distribution du crédit, aux suggestions pour que le taux de change du dollar soit augmenté et aux dissentiments quant aux conceptions techniques avec les experts gouvernementaux.

L'ingénieur Miguel Ernesto Vigil, président exécutif de

la commission nationale du coton soutient quant à lui que "les grands et les petits producteurs, les coopératives et l'Etat ont des modalités de production et une optique du travail différentes" qui seront désormais coordonnées par la CONAL, pour cette raison, dit-il, à certains moments la commission "jouera le rôle d'arbitre" surtout en ce qui concerne les accusations que se portent mutuellement les producteurs privés et l'Etat.

En marge des problèmes strictement techniques et des divergences de conception, la CONAL est créée au moment où l'efficacité de la production revêt une signification de plus en plus importante pour la survie du Nicaragua.

LES FESTIVITES DU NEUVIEME ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION S'ANNONCENT DIFFERENTES

par Roberto Garcia Boza

Managua, juin (ANN). Le 19 juillet prochain, la révolution fêtera ses neuf ans de victoire depuis que le gouvernement d'Anastasio Somoza a été renversé. Mais les réjouissances commenceront quelques jours avant avec les originales corridas "à la nicaraguayenne" et les coups de pétards ponctuant les accords dissonants des instruments à vent des "Chicheros", groupes de musiciens typiques. Sans oublier le gigantesque meeting populaire et le traditionnel discours sur la conjoncture, le chemin parcouru et ce qu'il reste à parcourir. Pourtant, il ne fait pas de doute que cet anniversaire-là ne sera pas comme les autres.

C'est le 30 mai dernier que le commandant Bayardo Arce, vice-coordonateur de la Commission exécutive du FSLN a signalé la différence, en annonçant officiellement que le siège des festivités sera la région V (qui comprend Chontales, Boaco et Zelaya Central, départements du centre du pays et dont la capitale est Juigalpa, à 150 kilomètres de Managua). "D'habitude, a-t-il dit, c'est une commission de travail du parti sandiniste" constituée au niveau central et au niveau régional qui se chargeait de programmer les activités, dont beaucoup avaient un caractère officiel, et où la population prenait une part active mais sans aller au-delà de l'aspect ludique de l'événement.

C'est pour cette raison que cette année la célébration du neuvième anniversaire de la révolution sera organisée par un comité régional composé de près d'une cinquantaine de citoyens appartenant à différents secteurs éco-

nomiques, sociaux et politiques. Ils travailleront ensemble dans un esprit d'unité nationale tout en tenant compte du rôle tenu par la région dans la défense et dans l'activité économique. En tous cas, cela signifie que c'est à la population qu'incombe cette fois la responsabilité d'organiser les réjouissances. A elle de mettre à profit son identité propre afin de leur donner un caractère de fête régionale".

"L'une des caractéristiques des festivités de cette année est que les municipalités se chargeront d'embellir leurs villes et leurs villages avec l'aide de la population qui prendra part à des travaux communautaires. Pour cela, chacune recevra une aide de l'Etat. De même, le comité régional s'efforcera de mettre en valeur le patrimoine historique, politique et culturel de la région dans le cadre national, en motivant la population dans sa lutte pour la paix, la défense de l'économie et l'unité nationale. Comme président, le comité régional organisateur du neuvième anniversaire de la révolution populaire sandiniste a choisi le professeur Jofiel Acuna, président du "groupe des intellectuels de Chontales".

Des autorités de la région ont alerté la population sur une possible tentative de boycott des festivités de la part des forces contre-révolutionnaires, qui pourraient exercer une pression militaire sur les villes principales. "Nous sommes prêts à parer à une telle éventualité" a affirmé Agustin Lara, responsable politique du FSLN pour les départements de Boaco/Chontales dans une interview accordée à ANN. Il a rappelé que de la même manière que la population a obtenu de grandes victoires militaires et économiques au cours des dernières années, elle assurera le déroulement des festivités.

AINSI FONT, FONT, FONT LES PETITES MARIONNETTES...

par Franz Galich

Managua, mai (ANN). Après la liberté, ce sont sans aucun doute les enfants qui sont sacrés pour une nation. C'est pourquoi ils sont devenus les "chouchous" de la révolution sandiniste. Bien que de nombreux problèmes empêchent de les choyer comme on le souhaiterait, des milliers de personnes luttent pour leur construire un avenir heureux dans le pays de Ruben Dario et Sandino. Parmi elles, le groupe de théâtre de marionnettes "Guachipilin" (le jaune de l'ouf), l'association sandiniste des travailleurs de la culture (ASTC), se distingue par son dévouement et sa modestie.

C'est à la télévision, où il a tourné plusieurs histoires, que l'atelier "Guachipilin" a été créé il y a huit ans. Les marionnettes filmées représentaient une alternative aux préfabriqués "made in USA". Vers 1985, la troupe s'est séparée de la télévision et s'est consacrée au montage de spectacles, ce qui lui a permis de connaître en profon-

deur les spécificités du théâtre. Les membres du groupe avaient plus en tête de multiplier leur expérience que de se borner à être de simples amuseurs. S'avérait nécessaire de faire participer les destinataires eux-mêmes, particulièrement les enfants.

S'étant fixé ce but, les membres du "Guachipilin" ont ainsi fondé, en l'espace de deux ans et demie, treize nouveaux théâtres de marionnettes.

Jusqu'à ce jour, les marionnettistes ont porté aux enfants leur message de gaieté en divers lieux du Nicaragua : entre autres, à l'école primaire, dans les crèches, les centres de rééducation et les hôpitaux. Ils ne se limitent pas à amuser, ils enseignent et éduquent. Ils enseignent la manière de confectionner une figurine ou un masque, et aussi certaines techniques qui permettent aux enfants d'écrire collectivement le scénario d'une histoire. Ils éduquent parce que les oeuvres qu'ils créent et mettent en scène inculquent des valeurs universelles, par exemple l'amour de la paix, qu'il est nécessaire de développer dans ce pays agressé.

Le "Guachipilin" présentera prochainement "le petit ballon et les mains" (Chimbombo y las manos) sur la scène du théâtre expérimental de Managua. Il s'agit d'une version collective adaptée d'une oeuvre de Carlos Reyes. Le but de cette première est de recueillir l'opinion des invités afin d'apporter des améliorations au spectacle, car il s'agit de présenter aux enfants et aux adultes qui la verront bientôt la meilleure oeuvre possible. L'histoire est simple : des mains espiègles et mutines rencontrent un ballon inanimé et décident de lui donner la vie. Chimbombo parcourt les villes et les campagnes à la recherche des éléments nécessaires à la vie. A la fin, les mains et le petit ballon forment un seul et même corps.

Pour les membres du groupe, qui pourront ainsi détecter leurs faiblesses et les surmonter, cette prochaine représentation est une sorte d'évaluation des deux dernières années de travail. Espérons aussi que ceci donnera un nouvel élan au théâtre de marionnettes au Nicaragua, si nécessaire au pays, et lui permettra de mieux s'organiser.

LE SALVADOR : LE VOLCAN CENTRAMERICAIN EN ERUPTION

par Javier Reyes

San Salvador (ANN) La tragique maladie du président Duarte semble marquer l'étape finale de l'hégémonie démocrate-chrétienne dans la vie politique salvadorienne et la renaissance des secteurs d'extrême-droite dirigés par l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA).

Le premier avertissement s'est produit le 20 mars dernier lorsque ARENA a gagné les élections municipales

sur le Parti démocrate-chrétien (PDC) provoquant en même temps de nouvelles divisions dans le parti de Duarte. ARENA et les secteurs économiques les plus forts du Salvador se préparent depuis plusieurs années pour donner l'assaut au pouvoir. Une campagne de propagande essayant d'effacer l'image ténébreuse de ARENA, créatrice des escadrons de la mort, et la promotion des "initiatives de paix" ont précédé le triomphe électoral de l'organisation de droite.

Depuis 1984 lorsque le PDC est arrivé au pouvoir, le président Duarte a reçu environ 2 millions de dollars par jour pour mener la guerre et soutenir une économie en mauvais état. La crise économique a affecté les salariés de façon dramatique. Selon les chiffres des syndicats d'opposition le chômage atteint à présent 78 % de la population économiquement active. Le pouvoir d'achat a baissé de 12 %. Soixante entreprises ont été fermées dans les mois derniers, laissant 10'000 travailleurs à la rue. L'Etat a augmenté de façon importante le prix des principaux produits de consommation de base ainsi que ceux de l'eau et de l'électricité.

La maladie du président Duarte l'a mis sur la touche et le PDC, face à ses divisions, voit comme seule issue une alliance avec ARENA et l'oligarchie.

Julio Portillo, membre du Comité exécutif de l'Union nationale de travailleurs salvadoriens (UNTS) dans une entrevue accordée à l'ANN, a affirmé que le pays connaît un important virage à droite. Les propriétaires fonciers liés à ARENA, explique-t-il, ont délogé 5'000 familles paysannes et coopérativistes dans les zones touchées par la réforme agraire. Il a de même dénoncé des licenciements massifs et sélectifs dans les principaux centres de production et des procès truqués contre des syndicalistes.

Récemment, des secteurs liés à ARENA ont demandé publiquement aux forces armées d'appliquer la méthode de la "main de fer" pour "apaiser" le dynamique mouvement syndical salvadorien.

Alfredo Cristiani, candidat de ARENA pour les élections présidentielles de 1989, a reconnu, en réponse à la dernière initiative du FMLN/FDR, que son parti n'est pas prêt à entamer un dialogue pour trouver une solution négociée au conflit.

"La politique guerrière a échoué en Amérique centrale, ajoute-t-il, parce que les peuples de la région ont développé le patriotisme, le sentiment de la souveraineté nationale et les aspirations démocratiques". J. Portillo fait référence à la naissance du mouvement anti-interventionniste au Honduras, à la crise politique et économique au Salvador. A la tentative de coup d'Etat au Guatemala et à l'échec de la politique étatsunienne contre Panama comme les éléments les plus importants de ce fiasco.

Le dirigeant syndicaliste salvadorien a souligné que les négociations de paix au Nicaragua ont montré que la politique interventionniste dans la région a avorté et il a invité les futurs dirigeants des Etats-Unis à réfléchir sur leur prochain plan pour la région. "Ils doivent bien méditer leur politique sinon ils continueront à se heurter à un volcan en éruption et prêt à vaincre", a-t-il déclaré.

EN BREF :

DEUX SOLDATS HONDURIENS EN MISSION D'ESPIONNAGE CAPTURES SUR LE TERRITOIRE NICARAGUAYEN

Managua, (ANN). Deux soldats des forces armées honduriennes ont été capturés cette semaine alors qu'ils réalisaient une mission d'espionnage pour détecter les positions et les déplacements des troupes de l'armée sandiniste.

Gustavo Calix et Gilberto Moncada ont été arrêtés le vendredi 3 juin à un kilomètre au nord de Teotecacinte (département de Nueva Segovia, au centre-nord du pays). Leurs papiers d'identification, que la presse nationale et internationale a pu examiner, indiquent qu'ils appartiennent au 6ème bataillon d'infanterie des forces armées honduriennes. Cependant, Moncada n'est pas de nationalité hondurienne: c'est un Nicaraguayen intégré à la Contra depuis 1985.

Selon le ministre de la défense, Humberto Ortega, le plus grave de l'affaire est que l'on ait donné à Moncada des papiers d'identité et un livret militaire honduriens, ce qui révèle l'attitude irresponsable du président Azcona et montre sa complicité avec les Etats-Unis. Le chef des services de renseignements de l'armée sandiniste, pour sa part, a dénoncé "la complicité de l'armée hondurienne qui donne des papiers à des éléments contre-révolutionnaires pour faciliter leurs déplacements au Honduras et leurs activités contras au Nicaragua".

Humberto Ortega a souligné que de tels faits montrent "l'impuissance d'Azcona face aux secteurs de l'armée qui se soumettent totalement aux plans de Washington contre le Nicaragua en prêtant tout leur appui aux forces mercenaires". Il a évoqué l'hypothèse d'une nouvelle escalade dans l'agression qui consisterait pour Washington à remplacer la Contra en faisant intervenir plus activement l'armée du Honduras. Il n'a pas écarté la possibilité d'une présence directe des troupes étatsuniennes sur le terrain des opérations.

Le sort des prisonniers sera décidé par le gouvernement et le ministère des Relations extérieures.

**LE GOUVERNEMENT NICARAGUAYEN EXIGE
LA LIBERATION DES SEQUESTRES .**

Managua, (ANN) Le gouvernement nicaraguayen a rendu public un communiqué qui demande la libération immédiate de plus de 1'000 personnes qui ont été enlevées par la Contra, ainsi que l'inspection des campements des forces irrégulières au Honduras par la Croix Rouge internationale. Le gouvernement rejette catégoriquement les affirmations de la direction contre-révolutionnaire selon lesquelles elle ne détient que 70 personnes.

Le communiqué dénonce par ailleurs le "show publicitaire" que la Contra prépare dans la capitale du Guatemala à l'occasion de leur libération.

L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Telex: 375-1081, publie également des bulletins hebdomadaires, en allemand et en anglais. Directeur: Roberto García Bozo.

Prix d'abonnement pour particuliers : sfr 80.--/ff 300.--
pour comités de solidarité : sfr 200.--/ff 500.--

Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

JA/PP

8042 Zurich

abonnement -poste

imprimé à taxe réduite